

Éric Pineault

Sociologue, département de sociologie, UQÀM,  
Directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada  
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.

(2011)

"Une baisse d'impôt pour  
des milliards qui dorment?"  
Le paradoxe du rapport entre épargne  
et investissement des entreprises  
au Canada.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie retraité du Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Éric Pineault

Sociologue, département de sociologie, UQÀM, Directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.

**"Une baisse d'impôt pour des milliards qui dorment ? Le paradoxe du rapport entre épargne et investissement des entreprises au Canada."**

Texte original de l'auteur d'un article publié dans *Le Devoir*, Montréal, édition du jeudi, 14 avril 2011, page A7 —idées, sous le titre : "*Baisse d'impôt aux entreprises. Une baisse d'impôt pour des milliards qui dorment ?*".

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 14 avril 2011 de diffuser le texte de cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : [Pineault.eric@sympatico.ca](mailto:Pineault.eric@sympatico.ca)

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 14 avril 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



# Éric Pineault

Sociologue, département de sociologie, UQÀM,  
Directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada  
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.

## "Une baisse d'impôt pour des milliards qui dorment ? Le paradoxe du rapport entre épargne et investissement des entreprises au Canada".



Texte original de l'auteur d'un article publié dans *Le Devoir*, Montréal, édition du jeudi, 14 avril 2011, page A7 —idées, sous le titre : "Baisse d'impôt aux entreprises. Une baisse d'impôt pour des milliards qui dorment ?".

## Éric Pineault

Sociologue, département de sociologie, UQÀM,  
Directeur de recherche à la Chaire de recherche du Canada  
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.

### **"Une baisse d'impôt pour des milliards qui dorment ? Le paradoxe du rapport entre épargne et investissement des entreprises au Canada"**

Texte original de l'auteur d'un article publié dans *Le Devoir*, Montréal, édition du jeudi, 14 avril 2011, page A7 —idées, sous le titre : "*Baisse d'impôt aux entreprises. Une baisse d'impôt pour des milliards qui dorment ?*".

Pendant que le Parti conservateur fait de la réduction des impôts pour les entreprises la pierre angulaire de sa politique économique, les grandes entreprises canadiennes ont déjà largement adapté leurs pratiques à ce nouveau climat fiscal, mais d'une manière inattendue. La théorie des conservateurs veut qu'en baissant les impôts des grandes entreprises celles-ci auront plus d'argent disponible pour investir dans l'économie canadienne. Or, en 2009, elles ont plutôt entassé près de 400 milliards de dollars dans des dépôts bancaires dont le tiers en devises étrangères. Cette manne d'actifs liquides détenue par les grandes entreprises représente plus de 28% du PIB, tandis que leurs investissements non-financiers représentaient, pour la même année de 2009 moins de 11% du PIB. Loin d'être une réaction de « firmes prudentes » suite à la crise de 2007 - 2008, comme le montre le graphique ici-bas, c'est une tendance lourde et profonde qui s'est construit sur 2 décennies. D'un côté on voit un taux d'investissement qui demeure dans les 10 à 13%, malgré les baisses d'impôt du passé, et ne fluctue qu'en fonction des cycles économiques et de l'autre côté on voit progressivement se détacher la détention d'actifs liquides de tout rapport avec l'investissement ou les cycles économiques. D'une moyenne de 5% dans les années 1970, le taux d'actifs liquides dans le bilan des entreprises non-financières

passé la barre des 10% du PIB dans les années 80, avant d'atteindre les niveaux délirant des années 2000. À partir de 2001 il n'y a plus de relation significative entre les liquidités dont disposent les entreprises canadiennes et les investissements dans lesquels elles s'engagent.

Largement absent du débat électoral au Québec, la question des impôts des grandes entreprises fait rage au Canada anglais comme en témoigne la « une » du *Globe and Mail* du mercredi le 6 avril, une qui suit d'ailleurs et reprend de multiples débats entre économistes depuis le début de la campagne. Ce cadeau évalué à 6 milliards par année aux plus grandes entreprises choque l'opinion publique dans un contexte de ménages surendettés et de croissance des inégalités sociales. Certains économistes proches des conservateurs ou du moins en accord avec leurs politiques économiques ont tenté une dernière défense de cette mesure. Puisque les grandes entreprises ne manquent pas d'argent à investir, comment une baisse d'impôt pourrait-elle engendrer de l'investissement ou au moins contribuer au progrès économique pour tout les canadiens?

### *L'arrivée des zombies économiques*

On appelle en économie, théories « zombie », celles qui ont largement été démentie par les faits mais qui continuent à circuler pour des raisons essentiellement idéologiques et aussi parce qu'elles ont une certaine consistance logique. Deux de ces zombies ont été lancés dans le débat public pour défendre une mesure dénoncée par l'ensemble de l'opposition comme injuste dans un climat d'austérité budgétaire.

Le premier zombie veut qu'une baisse d'impôt des entreprises peut les inciter à augmenter leurs investissements parce qu'elle contribue à en augmenter la rentabilité. Le « retour sur l'argent investi » plutôt que l'accès à des liquidités est ici compris comme ce qui motive une entreprise à investir. Or, il n'est pas difficile d'imaginer un projet d'investissement moins rentable que le retour en intérêt sur un dépôt bancaire : 1, 2, 3%, peut-être 4 si vous avez un banquier très généreux. En fait, une décision d'investir renvoie à un ensemble de facteurs plus complexes, en particulier,

dans le secteur manufacturier, au taux d'utilisation de la capacité productive. Aucune entreprise ne souhaite investir quand ses machines actuelles sont sous-utilisées, et cela dépend essentiellement du climat général des affaires et de la demande intérieure et extérieure. On le voit, une baisse d'impôt aux entreprises a un impact marginal sur ces facteurs, inversement l'investissement par l'État des mêmes 6 milliards en infrastructures publiques pourrait avoir un immense impact économique.

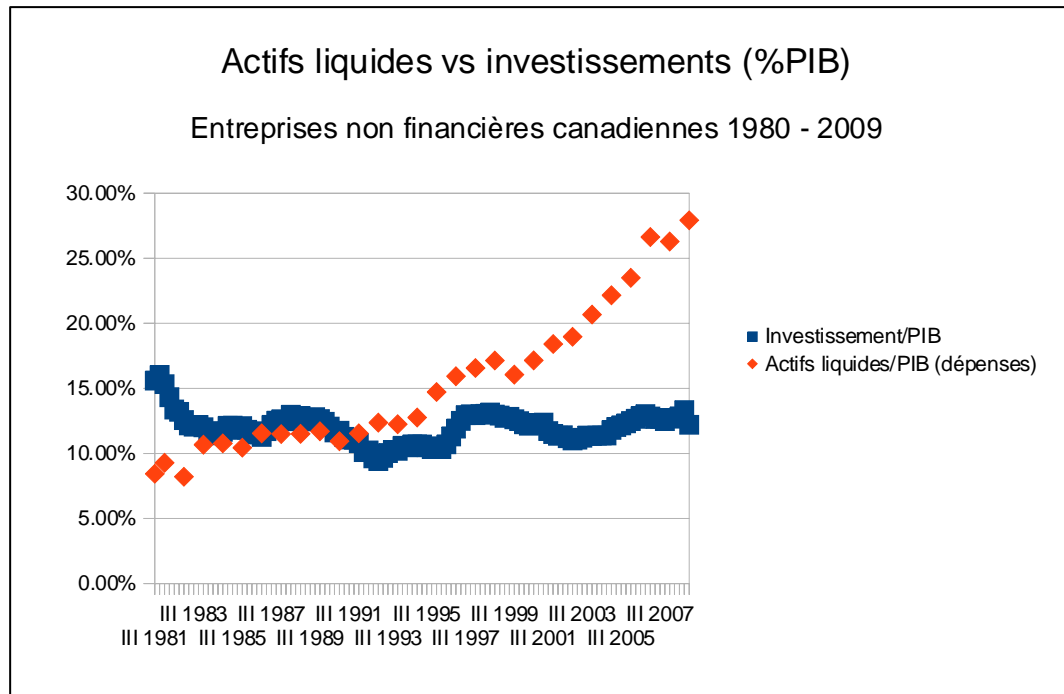
### *Place au second zombie.*

Imposer une entreprise c'est en fait imposer des gens - des ménages si vous voulez, en chaire et en os derrière l'entreprise : ses actionnaires, ses travailleurs, ses clients ou consommateurs, et ... ses gestionnaires et cadres supérieurs dont les revenus ont explosé dans les dernières années, désolé je divague de mon propos. Donc où serait allé les bénéfices résultants des baisses d'impôt précédentes s'ils n'ont pas été dirigé vers de l'investissement? Les travailleurs ? Je ne vois pas d'augmentation significative des salaires réels au Canada, au contraire. Les actionnaires ? Le niveau des dividendes est plutôt stable depuis les 30 dernières années, il oscille entre 2 et 3.5% du PIB dépendant du cycle d'affaire. Les consommateurs ou clients ? Encore là, pas de variation significative des prix. Donc ?

Nous le savons, les gains ont été retenu par les entreprises, car elles ne sont pas qu'un « voile » derrière lequel se cache des gens. Les grandes entreprises accumule pour leurs propres besoins et objectifs pas uniquement pour ceux de leurs « dépendants » en chaire et en os. À titre d'organisation privée, elles cherchent à accumuler des liquidités qui leur confère un pouvoir de dépense. Pouvoir qui se traduit par une capacité d'appropriation de richesse et de travail social. Les grandes entreprises ne font pas que produire les biens et services nécessaires à notre mode de vie, elle ne font pas que des bénéfices pour les transférer à leurs actionnaires sous la forme de dividendes. Non, elles cherchent aussi à augmenter leur pouvoir à titre d'organisations économiques. Imposer une entreprise c'est, dans un certain sens, mettre une limite à ce pouvoir et en transférer une partie à l'État afin qu'il puisse être utilisé pour l'intérêt général.

Les Zombies étant écartés, que pouvons nous conclure de ce nouveau comportement des grandes entreprises au Canada ? Comment expliquer économiquement la déconnexion entre l'épargne des grandes entreprises et leurs investissements ? Pourquoi pileraient-elles progressivement de plus en plus de liquidités dans des comptes bancaires qui ne rapportent presque rien, à un point où la somme épargnée atteint le niveau délirant de près de 30% du PIB ?

Un penseur vraiment plus à la mode dans les départements d'économie, John Maynard Keynes avait ceci à dire sur la question de l'épargne. Dans son *Traité sur la Monnaie* il explique que la propension à détenir des liquidités peut-être liée à un motif d'incertitude, mais elle peut aussi être liée au désir de spéculer. En effet, pour jouer les marchés financiers, il est toujours utile d'avoir des liquidités en main. Alors peut-être que je me trompe, oui les grandes entreprises investissent ! Je ne regarde pas au bon endroit ! Mr Flaherty, Mr Harper, est-ce que jouer à la bourse et spéculer sur les dérivés de maïs ou de pétrole crée de l'emploi ?



Fin du texte